

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Deuxième trimestre de l'année 2016

Avec un accroissement de la population en âge d'activité de 1,5% et une baisse de la population active de 0,4%, le taux d'activité, entre le deuxième trimestre de l'année 2015 et la même période de 2016, continue à connaître la même tendance baissière, passant de 48% à 47,2%.

Dans ce contexte, l'économie marocaine a perdu 26 000 postes d'emploi, contre une création annuelle moyenne de 74 000 au cours des trois dernières années. Ce recul dans le volume de l'emploi est le résultat de la création de 38 000 postes en milieu urbain et de la perte, en raison de la mauvaise campagne agricole, de 64 000 en milieu rural. Le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" a perdu 175 000 postes d'emploi alors que les "services" ont en créé 70 000, les BTP 41 000 et l'"industrie y compris l'artisanat" 38 000 postes.

Ces emplois restent caractérisés en général par l'informel et la précarité, notamment dans le secteur des BTP et celui des "services", en particulier dans les branches des "services personnels et domestiques" (35 000 emplois) et du "commerce de détail hors magasin" (25 000 emplois).

Dans ces conditions, la population active en chômage est passée, entre les deux périodes, de 1 041 000 à 1 023 000 personnes, maintenant le taux de chômage en quasi-stagnation au niveau national avec 8,6% au lieu de 8,7% une année auparavant. En revanche, celui des jeunes âgés de 15 à 24 ans est passé de 20,5% à 21,5%, celui des femmes de 9% à 9,9% et le taux de chômage des diplômés des grandes écoles et instituts a augmenté à 9,1%.

Le taux de sous-emploi, de son côté, est passé de 10,8% à 11,7% au niveau national, de 9,7% à 10,5% en milieu urbain et de 12% à 12,5% en milieu rural.

Persistence à la baisse des taux d'activité et d'emploi

Avec 11 926 000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus a baissé, entre les deuxièmes trimestres de 2015 et 2016, de 0,4% au niveau national (-0,8% en milieu rural et une stagnation en milieu urbain). La population en âge d'activité s'est accrue, quant à elle, de 1,5%. Ainsi, le taux d'activité est passé, entre les deux périodes, de 48% à 47,2%, enregistrant une diminution de 0,8 point.

En matière d'emploi, 103 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de la période, 29 000 postes en milieu urbain et 74 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé d'environ 98% d'aides familiales, a en revanche enregistré une baisse de 129 000 postes, résultat d'une perte de 138 000 en zones rurales et d'une création de 9 000 en zones urbaines.

Au total, avec la création de 38 000 emplois en milieu urbain et la perte de 64 000 en milieu rural, l'économie marocaine a perdu 26 000 postes nets d'emploi. Le volume global de l'emploi est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10 929 000 à 10 903 000 personnes. Le taux d'emploi, quant à lui, a reculé de 0,8 point au niveau national, passant de 43,9% à 43,1%, de 0,5 point en milieu urbain et de 1 point en milieu rural, passant respectivement de 36,6% à 36,1% et de 55,3% à 54,3%.

Création d'emplois dans l'ensemble des secteurs d'activité économique à l'exception de celui de l'"agriculture, forêt et pêche"

Avec un accroissement de 1,7%, le volume d'emploi dans le secteur des "services" s'est accru de 70 000 postes au niveau national, dont environ 35 000 par la branche des "services personnels et domestiques" et 25 000 par celle du "commerce de détail hors magasin", contre une création annuelle moyenne de 24 000 postes au cours des années 2013-2014 et 66 000 en 2015.

Le secteur des BTP, après une création annuelle moyenne de 15 000 postes au cours des années 2014 et 2015, enregistre une amélioration dans sa performance en créant 41 000 emplois cette année, ce qui correspond à une hausse de 4% du volume d'emploi du secteur.

De son côté, le secteur de l'"industrie" qui comprend aussi l'artisanat a créé 38 000 postes d'emploi, ce qui correspond à une hausse de 3,1% du volume d'emploi du secteur, contre une création de 14 000 postes l'année dernière et une perte annuelle moyenne de 4 000 postes durant la période 2012-2014.

En revanche, après une création exceptionnelle de 136 000 postes en 2013, le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" a enregistré des pertes de 7 000 postes et de 58 000 postes au cours des années 2014 et 2015, puis en raison de la forte sécheresse qui a sévi au Maroc, ce secteur a perdu 175 000 emplois cette année, ce qui correspond à une baisse de 4% du volume d'emploi du secteur.

Situation, évolution et principales caractéristiques du chômage

Avec une baisse de 18 000 personnes, 36 000 en moins en milieu urbain et 18 000 en plus en milieu rural, la population active en chômage est passée, entre le deuxième trimestre de l'année 2015 et celui de 2016, de 1 041 000 à 1 023 000 personnes, enregistrant une baisse de 1,7% au niveau national. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 8,7% à 8,6% au niveau national, de 13,4% à 12,8% en milieu urbain et de 3,3% à 3,7% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les personnes ayant un diplôme (-0,7 point) et les adultes âgés de 35 à 44 ans (-0,5 point). Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a, toutefois, enregistré une hausse de 1 point au niveau national, 0,2 point en milieu urbain et 1,8 point en milieu rural. Le chômage demeure en particulier élevé parmi les diplômés et les jeunes âgés de 15 à 24 ans. C'est ainsi qu'au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage était de 3,7% parmi les personnes sans diplôme, de 12,9% parmi ceux ayant un diplôme de niveau moyen au niveau desquels il a enregistré 18,2% parmi les actifs ayant un certificat de qualification professionnelle, et de 20,4% parmi les détenteurs d'un diplôme de niveau supérieur avec en particulier un taux de 23,3% pour les diplômés des facultés. Il était de 21,5% parmi les jeunes âgés de 15 à 24 et de 38,8% parmi les citadins d'entre eux, contre 8,6% pour l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus.

Situation et évolution du sous-emploi

Le volume des actifs occupés en situation de sous-emploi a augmenté, entre les deux périodes, de 1 182 000 à 1 263 000 personnes au niveau national, de 539 000 à 590 000 personnes dans les villes et de 643 000 à 680 000 dans les campagnes. Le taux de sous-emploi est ainsi passé de 10,8% à 11,7% au niveau national, de 9,7% à 10,5% dans les villes et de 12% à 12,5% dans les campagnes.

1 Les diplômés de niveau moyen regroupent les certificats de l'enseignement primaire, ceux du secondaire collégial et les diplômes de qualification ou de spécialisation professionnelle.

2 Les diplômés de niveau supérieur regroupent les baccalauréats, les diplômes de techniciens ou de techniciens spécialisés et les diplômes d'enseignement supérieur (facultés, grandes écoles et instituts).

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	2 ^{ème} TRIMESTRE 2015			2 ^{ème} TRIMESTRE 2016		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active	6 425	5 545	11 970	6 427	5 499	11 926
Taux de féminisation de la population active	21,3	33,9	27,1	20,8	32,1	26,0
Taux d'activité	42,2	57,2	48,0	41,4	56,3	47,2
— Selon le sexe						
• Hommes	68,6	78,1	72,3	68,1	79,0	72,3
• Femmes	17,4	37,6	25,2	16,6	35,0	23,7
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	22,0	40,2	30,2	20,6	39,3	29,0
• 25 - 34 ans	58,0	66,4	61,3	57,6	65,0	60,6
• 35 - 44 ans	55,8	68,9	60,4	56,2	68,1	60,4
• 45 ans et plus	37,2	59,6	45,1	35,9	58,4	43,7
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	36,9	60,1	48,6	37,0	59,2	48,1
• Ayant un diplôme	46,9	48,1	47,2	45,1	48,2	45,9
Population active occupée	5 567	5 362	10 929	5 605	5 298	10 903
Taux d'emploi	36,6	55,3	43,9	36,1	54,3	43,1
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	96,8	59,5	78,5	96,5	61,6	79,5
— Salariés	68,9	43,3	59,4	67,7	43,6	58,6
— Auto-employés	31,1	56,7	40,6	32,2	56,2	41,2
Population active occupée sous employée	539	643	1 182	590	680	1 270
Taux de sous-emploi	9,7	12,0	10,8	10,5	12,5	11,7
CHOMAGE						
Population active en chômage	858	183	1 041	822	201	1 023
Taux de féminisation de la population active en chômage	30,8	15,0	28,1	33,2	17,5	30,1
Taux de chômage	13,4	3,3	8,7	12,8	3,7	8,6
— Selon le sexe						
• Hommes	11,7	4,2	8,6	10,8	4,4	8,1
• Femmes	19,3	1,5	9,0	20,4	2,0	9,9
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	38,6	8,5	20,5	38,8	10,3	21,5
• 25-34 ans	18,5	3,4	11,9	17,9	3,8	11,8
• 35-44 ans	7,3	1,8	5,1	6,6	1,5	4,6
• 45 ans et plus	3,9	0,8	2,4	3,8	0,7	2,4
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	6,6	1,9	3,6	6,6	1,9	3,7
• Ayant un diplôme	18,1	8,9	16,0	17,1	9,8	15,3

Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(*) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>. (**) Il s'agit de tous les diplômés, aussi bien de l'enseignement général que de la formation professionnelle.

Sommaire

Prix	1
Indicateurs économiques et financiers	2
Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages deuxième trimestre 2016	3
Situation du marché du travail deuxième trimestre de l'année 2016	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Juillet-Août 2016 - No 221

BULLETIN MENSUEL

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES SEPT PREMIERS MOIS		
	JUN 2016	JUIL 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
Agadir	115,5	115,8	0,3	112,8	114,7	1,7
Casablanca	120,0	120,6	0,5	117,6	119,1	1,3
Fès	117,6	117,1	-0,4	115,1	116,4	1,1
Kénitra	116,8	116,6	-0,2	114,5	115,5	0,9
Marrakech	117,2	116,9	-0,3	114,7	116,5	1,6
Oujda	116,9	115,6	-1,1	114,0	115,0	0,9
Rabat	115,9	114,9	-0,9	112,8	114,7	1,7
Tétouan	117,2	117,1	-0,1	114,0	115,6	1,4
Meknès	120,4	120,2	-0,2	117,3	119,7	2,0
Tanger	119,7	119,8	0,1	116,7	118,8	1,8
Laâyoune	117,1	116,1	-0,9	114,6	115,8	1,0
Dakhla	117,8	117,7	-0,1	114,9	116,9	1,7
Guelmim	115,8	115,5	-0,3	114,0	115,4	1,2
Settat	116,5	115,8	-0,6	113,5	115,4	1,7
Safi	112,4	112,1	-0,3	110,5	111,2	0,6
Beni-Mellal	116,1	115,8	-0,3	113,0	114,9	1,7
Al-Hoceima	119,0	119,6	0,5	115,0	117,8	2,4
Ensemble	117,6	117,4	-0,2	114,9	116,6	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de juillet de l'année 2016, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Oujda avec 1,1%, à Rabat et Laâyoune avec 0,9%, à Settat avec 0,6%, et à Fès avec 0,4%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Casablanca et Al-Hoceima avec 0,5%, à Agadir avec 0,3% et à Tanger avec 0,1%.
Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des sept premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015 les hausses les plus importantes à Al-Hoceima avec 2,4%, à Meknès avec 2,0%, à Tanger avec 1,8%, à Agadir, Rabat, Settat, Beni-Mellal et Dakhla avec 1,7% et à Marrakech avec 1,6%; et les moins importantes à Safi avec 0,6%, et à Kénitra et Oujda avec 0,9%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JUILLET/JUILLET (1)	LES SEPT PREMIERS MOIS (2)
2014	0,4	0,3
2015	2,4	1,8
2016	1,6	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des sept premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

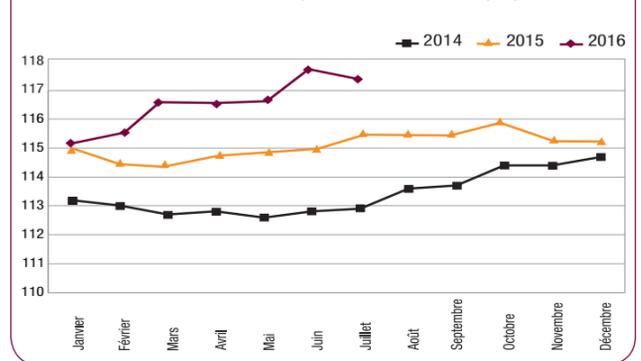
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de juillet 2016, une baisse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,4% de l'indice des produits alimentaires et de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,6% au cours du mois de juillet 2016. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des sept premiers mois de 2016, par rapport à celui de la même période de 2015, s'établissait à +1,5%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES SEPT PREMIERS MOIS		
	JUN 2016	JUL 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
Produits alimentaires	127,7	127,2	-0,4	122,6	125,8	2,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	128,0	127,5	-0,4	122,7	126,0	2,7
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	119,5	122,7	2,7
Produits non alimentaires	110,5	110,4	-0,1	109,4	110,0	0,5
Articles d'habillement et chaussures	113,9	114,0	0,1	112,6	113,9	1,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	113,9	114,0	0,1	112,7	113,8	1,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,1	109,2	0,1	108,5	109,0	0,5
Santé	104,5	104,5	0,0	104,1	104,4	0,3
Transport	110,2	109,7	-0,5	109,5	108,4	-1,0
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	98,4	98,4	0,0	96,5	97,9	1,5
Enseignement	141,4	141,4	0,0	138,5	141,4	2,1
Restaurants et hôtels	125,6	125,9	0,2	121,9	124,8	2,4
Biens et services divers	114,3	114,4	0,1	114,0	114,2	0,2
Indice général	117,6	117,4	-0,2	114,9	116,6	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2014	2015*	VAR.%
Elevage			
Poids de viandes obtenue (en tonnes)			
Bovins	173 366	177 644	2,5
Ovins	27 787	25 178	-9,4
Caprins	14 931	10 266	-31,2
Autres variétés	5 810	3 699	-36,3

Source : Office National de la Sécurité Sanitaire des Aliments (ONSSA).

	Situation de janvier à Juin		
	2015	2016*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	14 374	14 423	0,3
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	2 675
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	7 337	7 461	1,7

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Juin		
	2015*	2016*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	159 444	165 336	3,7
Biens	94 098	95 285	1,3
Services	65 346	70 051	7,2
dont : voyages	25 395	26 239	3,3
Importations	204 588	217 254	6,2
Biens	167 870	175 883	4,8
Services	36 718	41 371	12,7
Solde commercial	-45 144	-51 918	
Taux de couverture (en %)	77,9	76,1	
Recettes M.R.E.	28 057	29 144	3,9

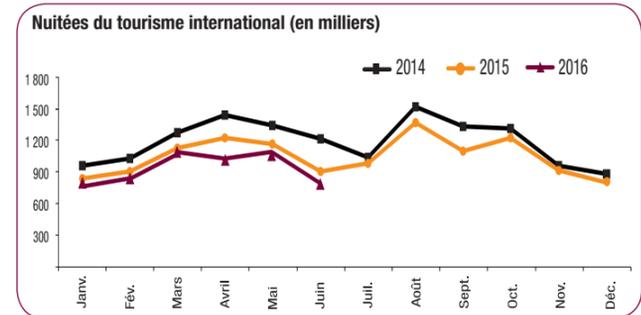
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à Juin		
	2015	2016	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	8 666	8 332	-3,9
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	6 159	5 733	-5,7

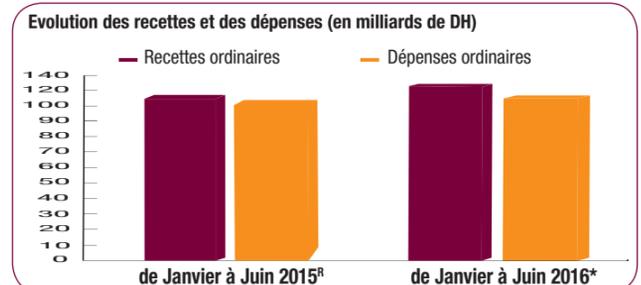
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Juin		
	2015*	2016*	VAR.%
Recettes ordinaires	115 522	122 051	5,7
Dépenses ordinaires	102 591	106 173	3,5
Dettes publiques	16 433	16 986	3,4
Investissement	27 866	31 037	11,4
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-4 855	-9 451	
Déficit / Excédent global	-19 790	-24 610	

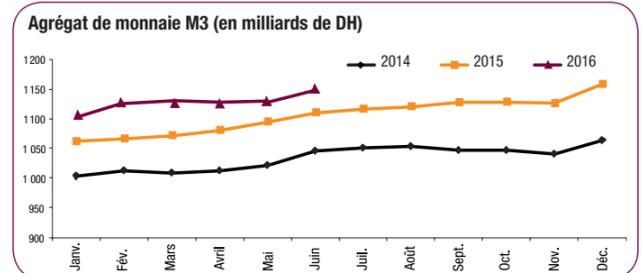
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de Janvier à Juin		
	2015*	2016*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 110 555	1 162 560	4,7
Agrégats de placements liquides	504 171	576 916	14,4
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 110 555	1 162 560	4,7
Créances sur l'économie	898 539	928 906	3,4
Créances nettes sur l'administration centrale	152 186	141 815	-6,8
Réserves Internationales Nettes	195 907	243 640	24,4
Ressources à caractère non monétaire	164 661	178 117	8,2
Autres contreparties de M3	28 585	26 315	-7,9

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Juin		
	2015*	2016*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	3 622,31	5 468,62	51,0
Capitalisation boursière (en millions de DH)	486 715	477 164	-2,0
Indice MASI	9 578,34	9 505,98	-0,8
Indice MADEX	7 837,34	7 765,84	-0,9
O.P.C.V.M.	24 Juin 2016	22 Juil. 2016	VAR.%
Nombre	419	419	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	362 976	353 266	-2,7

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES Deuxième trimestre 2016

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent, globalement, qu'après s'être fortement dégradé au premier trimestre 2016, marqué par l'annonce d'une sévère sécheresse, le moral des ménages s'est relativement amélioré au deuxième trimestre, mais reste affecté par leur persistante préoccupation au sujet de l'emploi et des revenus.

C'est ainsi qu'au deuxième trimestre, l'indice de confiance des ménages (ICM) est passé à 75,7 points, au lieu de 71,6 points un trimestre auparavant. Il reste, cependant, en deçà de son niveau du deuxième trimestre de l'année dernière où il avait atteint 76,1 points.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Ces composantes portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

• **Une perception du niveau de vie moins pessimiste sur un trimestre que sur une année**

Au deuxième trimestre, le solde d'opinion sur l'évolution du niveau de vie est resté toujours négatif, à moins 15,2 points, au lieu de moins 22,9 points le trimestre précédent et de moins 12,8 points une année auparavant. Globalement, 43,1% des ménages déclarent une dégradation du niveau de vie et 27,9% une amélioration.

Au cours des 12 prochains mois, 35% des ménages s'attendent à une baisse du niveau de vie, 37,6% à un maintien au même niveau, 27,4% à une amélioration. Le solde d'opinion passe ainsi à moins 7,6 points, au lieu de moins 14,2 points le trimestre précédent et moins 7,3 points une année auparavant.

• **Persistance d'une perception négative du chômage**

Au deuxième trimestre, 77% contre 8% des ménages s'attendent à une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté négatif, à moins 69 points, enregistrant une détérioration aussi bien par rapport au premier trimestre que par rapport au même trimestre une année auparavant où il était respectivement à moins 67,7 points et moins 67,1 points.

• **Une conjoncture toujours perçue comme peu propice à l'achat de biens durables**

Au deuxième trimestre, 56,5% contre 21,7% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour effectuer des achats de biens durables. Malgré une relative amélioration, le solde d'opinion relatif à cette composante est resté négatif, passant à moins 34,8 points, après avoir été de moins 36 points le deuxième trimestre de 2015.

• **Sentiment d'une moindre détérioration de la situation financière des ménages**

Au deuxième trimestre, 60,4% des ménages estiment que leurs revenus couvrent

leurs dépenses, 31,3% déclarent s'endetter ou puiser dans leur épargne et 8,3% affirment épargner une partie de leur revenu. Le solde d'opinion sur la situation financière actuelle des ménages est resté ainsi négatif, à moins 23 points, avec cependant une amélioration aussi bien par rapport au premier trimestre que par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière où il était respectivement de moins 27,2 points et de moins 28 points.

Évaluant leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 35,7% des ménages considèrent qu'elle s'est dégradée, 12,9% qu'elle s'est plutôt améliorée. Cette perception reste ainsi toujours négative, avec un solde d'opinion de moins 22,8 points, en deçà des moins 20,2 points enregistrés au deuxième trimestre de l'année précédente. En revanche, le regard sur l'avenir des mêmes ménages est resté optimiste. Au cours des 12 prochains mois, 23,9% des ménages s'attendent à une amélioration de leur situation financière, 21,6% à une dégradation. Le solde d'opinion est resté ainsi positif à 2,3 points, contre 1,2 point le trimestre précédent, sans, cependant, rejoindre le niveau des 4,2 points enregistrés une année auparavant.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la conjoncture

La capacité des ménages à épargner et l'évolution des prix des produits alimentaires sont les deux indicateurs publiés par les notes trimestrielles sur les enquêtes de conjoncture menées auprès des ménages. L'intégralité des indicateurs, qui comprennent en outre d'autres variables, n'est publiée qu'après exploitation des données sur l'ensemble de l'année.

• **Perception moins pessimiste de la capacité future des ménages à épargner**

Au deuxième trimestre, 83,3% contre 16,7% des ménages ne s'attendent pas à épargner au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté ainsi négatif, à moins 66,6 points, après avoir été de moins 69,7 points le trimestre passé et de moins 67,4 points une année auparavant.

• **Perception d'une hausse des prix des produits alimentaires**

Au deuxième trimestre, 88,5% contre 0,6% des ménages estiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois. Le solde d'opinion est ainsi resté toujours négatif, à moins 87,9 points, après avoir été de moins 85,5 points le trimestre précédent et de moins 85,3 points une année auparavant.

Au cours des 12 prochains mois, les prix des produits alimentaires devraient continuer à augmenter selon 78,3% des ménages. Ils resteraient au même niveau selon 20,7% et devraient plutôt baisser pour 1%. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, à moins 77,3 points, se situant toujours en deçà des moins 75,6 points enregistrés une année auparavant.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2014				2015				2016	
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2
Indice de confiance des Ménages	74,1	74,0	73,1	71,6	73,7	76,1	76,3	77,1	71,6	75,7
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-69,1	-66,5	-68,8	-68,0	-65,2	-67,1	-66,2	-64,1	-67,7	-69,0
Evolution passée du niveau de vie en général	-18,1	-17,7	-17,4	-16,5	-14,1	-12,8	-15,1	-13,8	-22,9	-15,2
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	-11,4	-13,1	-13,1	-12,7	-8,8	-7,3	-7,7	-8,1	-14,2	-7,6
Opportunité d'achat	-31,3	-28,9	-33,1	-38,1	-37	-36,0	-34,2	-37,5	-40,2	-34,8
Situation financière actuelle des ménages	-31,3	-29,7	-28,3	-30,6	-32,4	-28,0	-25,1	-25,7	-27,2	-23,0
Evolution passée de la situation financière des ménages	-21,3	-23,3	-25,8	-29,2	-27,0	-20,2	-20,8	-18,5	-27,4	-22,8
Evolution future de la situation financière des ménages	1,2	-2,7	-1,5	-3,9	0,1	4,2	3,3	7,6	1,2	2,3
Autres soldes										
Evolution future des prix des produits alimentaires	-77,6	-78,0	-76,9	-77,2	-77,2	-75,6	-75,3	-75,2	-79,3	-77,3
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-89,4	-84,1	-81,8	-84,5	-87,2	-85,3	-84,3	-85,4	-85,5	-87,9
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-66,6	-70,2	-74	-71,1	-69,8	-67,4	-70,6	-69,2	-69,7	-66,6

Source : Haut-Commissariat au Plan, Direction de la Statistique, (Enquête de conjoncture auprès des ménages).